



Chronologie des
violations des droits
humains au
Cameroun depuis
octobre 2016



Depuis 1982 Président par décret
du Cameroun

Paul Biya **37 ANS** DE **DICTATURE**

avec le soutien de la France



Paul Biya

37 ANS DE DICTATURE

avec le soutien de la France

86 ans, né le 13 février 1933
1975 – 1982 Premier ministre
Depuis 1982 Président par décret du
Cameroun
**30 novembre 2017 déclare la guerre
contre les anglophones du Cameroun**

**Chronologie des violations des droits
humains au Cameroun depuis octobre
2016**

Auteur : Teham Wakam
Dernière mise à jour le 11 juin 2019
Pour la Campagne Je Suis Kamto
Contact : + 33 667 236 856

La télévision du peuple, www.generation-change.info
Le Wikileaks camerounais est ici, www.generation-change.info/camerleaks
La boutique GCTV est ici, <https://www.generation-change.info/boutique>
Le fonds de soutien est ici: <https://www.gofundme.com/maurice-kamto-fond-de-soutienlegal-fund>
Le count up est ici, www.freekamto.net
www.freekamto.info
Le lien de la Campagne Je Suis Kamto, est ici, www.jesuiskamto.com
Vous pouvez devenir Tontinard GCTV, a \$50/mois, par PayPal (www.paypal.com),
a, generation-change@hotmail.com

CONTACT:

patrice@generation-change.info
Tel: +1 973 960 0333

Sommaire

Présentation.....	4
Octobre 2016 : Revendication des avocats.....	5
Année 2017 : Durcissement de la crise.....	9
À partir de janvier 2018 : Guerre civile.....	10
Courant 2018 : Génocide des anglophones et mobilisations.....	12
Octobre 2018 : Les élections présidentielles au Cameroun.....	19
Janvier 2019 : Guerre contre les anglophones et arrestations de Maurice Kamto.....	22
Février, Mars 2019 : Les violences se poursuivent dans les régions anglophones.....	24
Avril 2019 : Soutien de l'État français et résolution au parlement européen sur le Cameroun.....	26
Mai 2019 : Une augmentation de la violence.....	28
Juin 2019 : Arrestation et torture des manifestants qui s'expriment contre les violations des droits de l'Homme.....	31

Présentation

Dans ce document nous proposons un aperçu chronologique des violations flagrantes des droits l'Homme au Cameroun depuis octobre 2016.

Documents joints :

- Rapport sur les violations des droits de l'homme au Cameroun du Centre pour les droits humains et la démocratie en Afrique et du Centre Raoul-Wallenberg pour les droits de la personne qui l'accompagne, daté du 2 juin 2019
- Rapport de l'International Crisis Group du 2 mai 2019 sur la Crise anglophone du Cameroun
- Résolution du parlement Européen du 18 avril 2019 sur le Cameroun
- Arrêté du 11 avril 2019 accordant la garantie de l'État (Français) à un prêt de l'Agence française de développement en faveur de la République du Cameroun (JORF - N° 92 du 18 avril 2019)
- Clé USB contenant des vidéos témoignant des cas de violations des droits.

Octobre 2016 : Revendication des avocats

Les avocats anglophones se mobilisent à Bamenda dans la région du Nord-Ouest et font une manifestation pour faire entendre leurs revendications : la sauvegarde du système éducatif anglo-saxon, la traduction des textes de loi en anglais, une république fédérale à deux états (Francophone et Anglophone).



■ *Les avocats manifestent dans les rues des régions anlgophones*



■ ***Bamenda octobre 2016 : Un avocat trainé au sol par un gendarme***

À la place du dialogue et de la concertation, le régime tyrannique de Paul Biya va réagir avec violence, interdiction des manifestations, bastonnades, emprisonnements. La libération immédiate des manifestants va tout de suite devenir une nouvelle revendication des avocats, qui sont suivis dans leur mouvement par ceux de Buea et de Limbé dans la région Sud Ouest du Cameroun.

FIN 2016 : Enseignants, étudiants et société civile rejoignent les revendications



■ *Manifestation des étudiants à Buea*

À la suite des avocats, les enseignants, les étudiants et les acteurs de la société civile rejoignent les mouvements de protestations initiés à Bamenda, avec de

nouvelles revendications : le respect du sous système éducatif anglophone, le respect du caractère bilingue du pays inscrit dans la constitution. Le régime de Biya va poursuivre les actes de répressions et accentuer la violence. Les étudiants de l'université de Buea sont emprisonnés, les étudiantes violées. On assiste à aux premières expéditions punitives menées par les gendarmes et les policiers dans les quartiers estudiantins. Les résidences sont fouillées, les étudiants et les étudiantes extraits de leur chambre à coup de matraques et de grosses de fusil. Celles et ceux qui résistent sont battus et laissés à l'agonie. On dénombre les premiers décès et les actions de dénonciation se multiplient au fur à mesure que la crise de durcit...



- **Conrad TSI, écrivain et réalisateur, arrêté en décembre 2016, condamné à 15 ans de prison**

Année 2017 : Durcissement de la crise

À partir de 2017, le régime de Biya systématise la violence comme mode de dialogue avec les populations qui disent leur exaspération. Des manifestations et des appels au «Ghost town» – Ville morte - sont régulièrement organisés. Au fil des multiples actes de répressions, d'arrestations massives et de massacres, les populations vont petit à petit se constituer en groupes d'auto-défense pour riposter face au régime.



■ **Ndomo Ndomo : lance pierre géant utilisé par les anglophones face aux violences de l'armée camerounaise**

D'abord à coup de lance pierre, la riposte populaire va grandir pour aboutir pour les plus déterminés, à la déclaration d'indépendance en octobre, de la république fédérale d'Ambazonie constituée des régions anglophones, avec un gouvernement en exil dirigé par Julius Sisiku Ayuk Tabe.

L'année 2017 se termine par une prise de parole du président Paul Biya pour déclarer la guerre contre les anglophones....

Le 30 novembre 2017, de retour du 5e Sommet Afrique-Europe d'Abidjan le président Paul Biya déclare la guerre aux anglophones à sa descente d'avion.



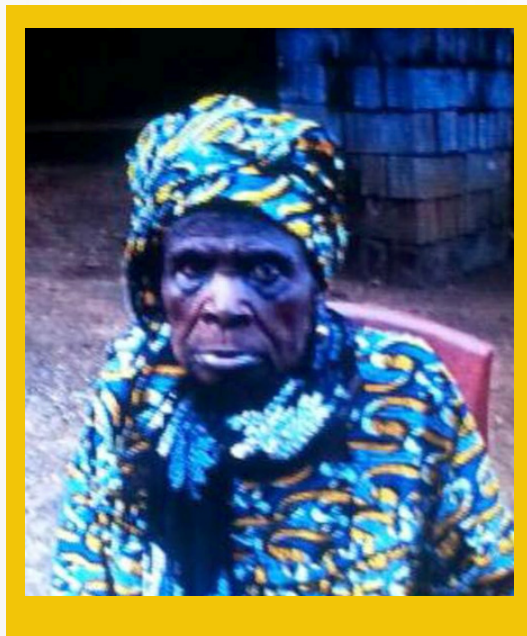
■ *Paul Biya le 30 novembre 2017 lors de sa déclaration de guerre aux anglophones*

À partir de janvier 2018 : Guerre civile

Le 17 janvier les populations de Kwa Kwa vont subir la première expédition punitive menée par l'armée Camerounaise. Le village incendié, les enfants, les femmes, les hommes vont prendre le chemin de la brousse et de l'exil. Les vieillards qui n'ont plus la force de fuir les assaillants en tenues vont être brûlés vives.



■ *Habitant de Kwa kwa après l'incendie du village
le 17 janvier 2018*



*Mamie Appih, 92
ans brûlée vive le 17
janvier à Kwa Kwa*

Courant 2018 : Génocide des anglophones et mobilisations

Les anglophones sont spécifiquement tués dans les régions du Nord Ouest et Sud Ouest du Cameroun.



■ *Incendie de village : plus 180 en 2018*

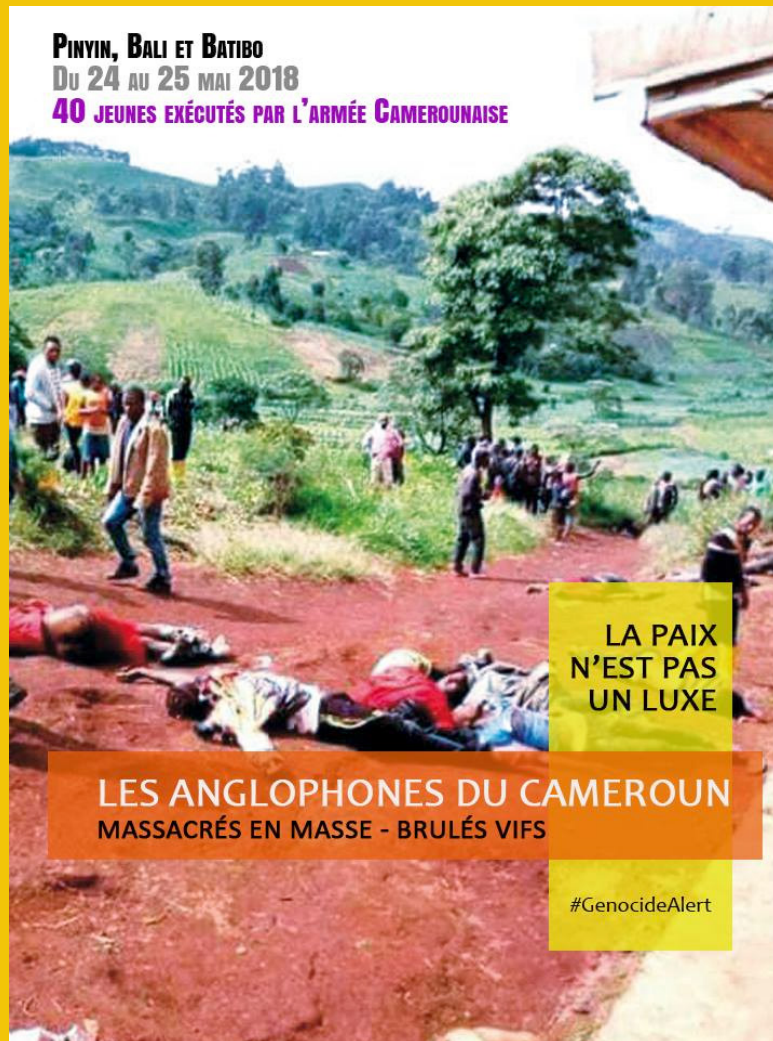


LA PAIX
N'EST PAS
UN LUXE

LES ANGLOPHONES DU CAMEROUN
PLUS DE 50 000 RÉFUGIÉS AUX NIGÉRIA

#GenocideAlert

*En mai 2018, plus 160 000 personnes
déplacées ou réfugiées.*



Massacre des Anglophones



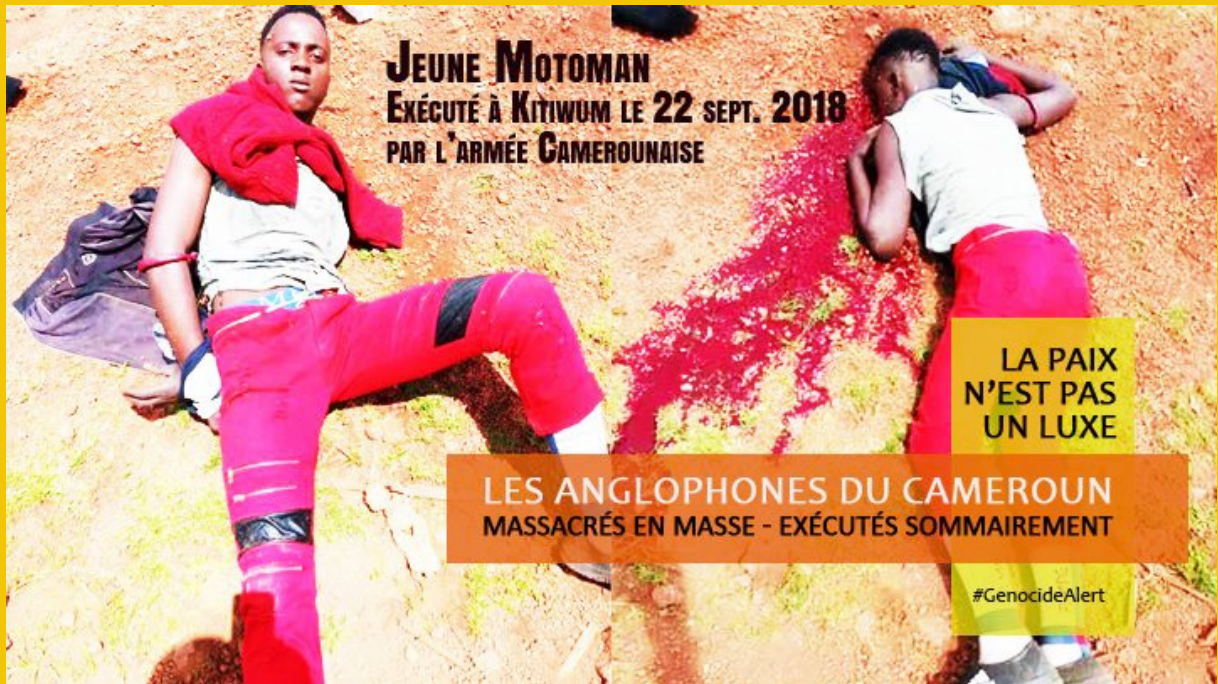
■ En mai 2018, on estime à plus de 800 personnes tuées depuis le début de la guerre.



Août 2018 La diaspora anglophone manifeste aux États-Unis.



Août 2018 : L'armée camerounaise est victime de la résistance des groupes d'auto-défenses anglophones, les Amba Boys.



Le 22 septembre 2018 à Kitiwum dans le département de Bui, l'armée camerounaise se livre à des exécutions sommaires de jeunes motomans. Ces images montrent un jeune de Kitiwum avant et après son exécution.



Octobre 2018 L'armée Camerounaise exécute et brûle des personnes vives à Babessi dans les régions anglophones.

Octobre 2018 : Les élections présidentielles au Cameroun

Les élections présidentielles ont lieu au Cameroun, principalement dans les régions francophones. Le Conseil Constitutionnel déclare élu le président sortant Paul Biya après avoir rejeté tous les recours de son concurrent Maurice Kamto. D'après les procès-verbaux, Maurice Kamto déclare avoir gagné les élections et réclame un recomptage des voix. Face au refus systématique, il lance un plan de résistance pacifique.





Octobre 2018 : La diaspora francophone manifeste à Paris pour réclamer le respect du choix du peuple et dire non à la guerre contre les anglophones.



Novembre 2018 : Les violences s'intensifient. Les Amba Boys manifestent une réelle opposition à l'armée Camerounaise qui en représailles fait des exécutions sommaires, brûle des personnes vives et incendie des villages.

Janvier 2019 : Guerre contre les anglophones et arrestations de Maurice Kamto

Pendant que le massacre des anglophones se poursuit, le président élu Maurice Kamto et plus de 200 personnes sont arrêtées pour avoir manifesté pour dénoncer la guerre dans les régions anglophones, le hold-up électoral. La campagne « Je Suis Kamto » pour sa libération est lancée par l'écrivain Patrice Nganang

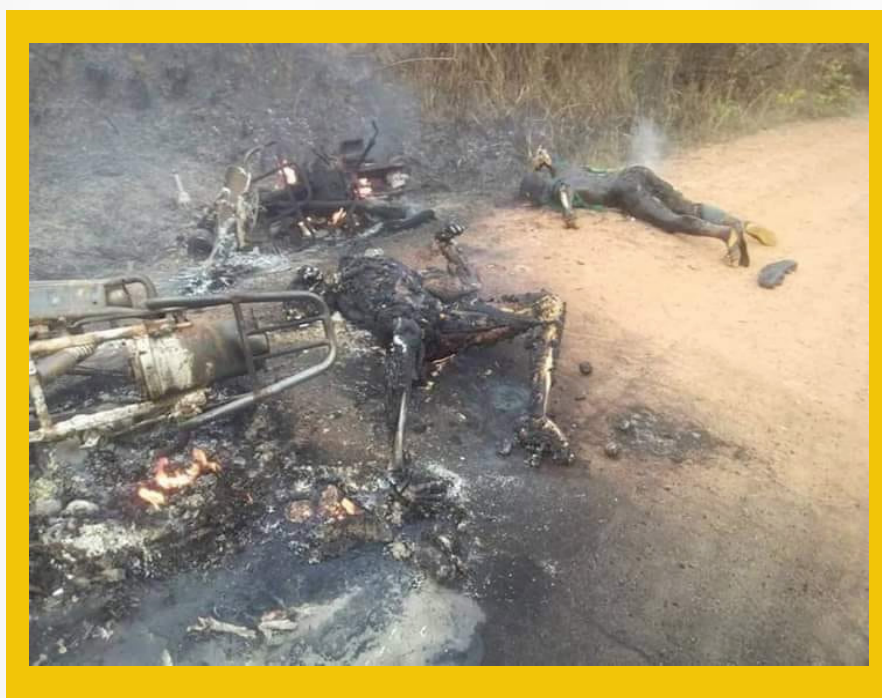


■ Prof. Maurice Kamto

29 janvier : Conférence de Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire Général des Nations Unies António Guterres

En réponse à des questions sur la situation au Cameroun : « L'ONU est préoccupée par les informations faisant état de violences et de recours à la force par les forces de sécurité lors des manifestations à Douala de ces derniers jours. Nous condamnons les actes de violence perpétrés dans les ambassades du Cameroun à Paris et à Berlin. L'ONU est également préoccupée par l'arrestation de M. Maurice Kamto, dirigeant du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun et de certains membres de son parti, qui aurait eu lieu hier. L'ONU appelle les autorités camerounaises à respecter la liberté de réunion, d'association et d'expression, et souligne la nécessité de faire preuve de retenue de la part de tous les acteurs politiques. Le Secrétaire général réitère la nécessité pour toutes les parties prenantes camerounaises de s'engager dans un dialogue politique inclusif et sincère pour s'attaquer aux défis auxquels le pays est confronté. Les Nations Unies sont prêtes à appuyer de tels efforts. »

Février, Mars 2019 : Les violences se poursuivent dans les régions anglophones



■ *Mbaw, Nord-Ouest, 28 février 2019,
l'armée camerounaise rôtie les jeunes
sans discernement*



**Wum Nord-Ouest,
14 mars 2019 :
Les habitants
brûlés vifs dans
leurs maisons
par l'armée
Camerounaise**



**Bamenda, Rue Foncha, 14 mars 2019
Les populations sont tuées de manière
aléatoire par l'armée Camerounaise**



**Wum, Nord-Ouest, mars 2019, une
grand-mère creuse une tombe**

Avril 2019 : Soutien de l'État français et résolution au parlement européen sur le Cameroun

11 avril 2019 : L'État français apporte son soutien au régime de Paul Biya. Il se porte garant pour un prêt de 100 000 000 € au Cameroun dans une situation de conflit armée. (JORF n°0092 du 18 avril 2019 texte 12)



■ *Emmanuel Macron et Paul Biya lors d'une visite en France*

18 avril 2019 : Le parlement européen vote une résolution en faveur de la lutte pour les droits humains au Cameroun : le parlement demande la libération immédiate de Maurice Kamto et l'organisation d'un dialogue pour mettre fin à la guerre aux anglophones. Cette résolution rejoint les demandes déjà formulées par la Commission Européenne le 5 mars 2019, dans un communiqué de presse de la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Lors de cette session parlementaire, deux députés français du Rassemblement National, M. Luc Schaffhauser et Mme Dominique Bilde, vont à travers des interventions orales défendre le régime de Biya et se prononcer, sans succès, contre l'adoption de la résolution ; il s'agira des seules voix dissidentes parmi toutes les interventions orales des eurodéputés sur la situation au Cameroun.



■ *Le parlement européen : 750 députés en avril 2019*

Mai 2019 : Une augmentation de la violence

2 mai 2019 : L'International Crisis Group indique dans son rapport qu'en vingt mois, le conflit a fait 1 850 morts, 530 000 déplacés internes et des dizaines de milliers de réfugiés.



*Bambui, 4 mai 2019
Une mère allaitante tuée avec son nouveau-né
par l'armée camerounaise*

Drame à Muyuka
**Jour de l'unité
nationale**



*Muyuka, 20 mai 2019
Un bébé de 4 mois tué dans son lit
par l'armée camerounaise*



***Paris 18 mai 2019, Place de la République
La diaspora francophone camerounaise manifeste pour dire non à la guerre contre les anglophones et demande la libération des détenus politiques au Cameroun***

28 mai 2019 : Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian auditionné par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale s'exprime sur le Cameroun : « Dans les régions anglophones du Cameroun, la situation continue de se dégrader. Les pertes humaines sont de plus en plus lourdes. La France, l'Union européenne et les Nations unies font tout pour pousser Paul Biya à prendre des initiatives afin de trouver une issue politique à la crise. [...] Je suis très préoccupé de la situation du juriste international Maurice Kamto. Nous souhaitons que cette figure importante du Cameroun puisse être libérée. Nous faisons pression régulièrement, fortement. Y compris le président de la République a appelé le président Biya pour qu'on trouve des solutions. »

Juin 2019 : Arrestation et torture des manifestants qui s'expriment contre les violations des droits de l'Homme

Yaoundé 1^{er} et 8 juin 2019 : Suite à l'appel du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, plus de 500 personnes ont été arrêtées et certaines torturées au Secrétariat d'État à la Défense (SED)



**Alvine Tchoupo, arrêtée le 1^{er} juin
et torturée pendant 2 jours au
Secrétariat d'État à la Défense**



**Manifestants du 8 juin 2019
détenus**



*Maison incendiée à Kumbo dans
le Nord-Ouest, le 9 juin 2019 par
l'armée Camerounaise*



je suis
Kamto



jesuiskamto.com